Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 144 (1999)
Heft: 10

Artikel: Les États-Unis, une super-puissance? : La "méthode Albright"
Autor: Bavoillot-Laussade, Richard
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-348741

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les Etats-Unis, une super-puissance?

La «méthode Albright»

«On a réussi à faire bouger les choses.»

M. Védrine, ministre français des Affaires étrangères

Au début de l'année 1999, la «méthode Albright» a subi un nouvel échec à la conférence de Rambouillet sur le Kosovo, cette fois plus difficile à masquer à l'opinion publique internationale que le cas irakien. Ni nouvelle, ni originale, ni même particulièrement fine, elle se ramène au vieux principe américaine de la «carotte et du bâton». Or, l'histoire enseigne que ce principe ne fonctionne que si, le moment venu, on n'hésite pas à utiliser la force dont on se vante. Reste à savoir si l'échec de Rambouillet fut le fruit du hasard, ou bien le résultat d'un calcul prémédité. En l'occurrence, un échec diplomatique, secrètement voulu, aurait eu pour but d'ouvrir la voie à l'intervention américaine – par OTAN interposé – en Yougoslavie.

Richard Bavoillot-Laussade[1]

Les Serbes, en l'occurrence, n'ont pas eu peur d'emblée du bâton brandi par les Occidentaux à grand renfort, extrêmement coûteux, de gesticulation militaire, car ils croyaient connaître les bornes fixées par Moscou à Washington. L'administration américaine ne peut ou ne veut pas dépasser les limites tracées par les héritiers du panslavisme en ex-Yougoslavie. Depuis cinq ans, on n'enregistre en fait que des victoires – discrètes – du «grand frère slave et orthodoxe». La vieille Russie, survivante de l'empire des Soviets, renaît, s'appuyant sur un plan d'action continental.

Disposer de la force ne suffit plus

Avant même la convocation de la conférence de Rambouillet, nombre d'observateurs, même dans les milieux proches de la Maison blanche, prévoyaient un échec. Même si on dispose d'une force indiscutable et inégalée, la menace de son usage n'a plus l'efficacité d'antan, vu la nature des mécanismes politiques qui doivent en décider l'usage et qui ont rendu ce moyen de dissuasion fort peu crédible. Si la cible visée par le recours à la force se rend compte que l'escalade de la menace ne débouchera que sur des paroles fulminées et des actions remises à plus tard, elle dispose d'un champ libre, qui lui permet de faire monter les enchères, de brouiller le jeu, de déplacer des pions et d'enrayer, quand elle le veut, le processus même de négociation. Dans un tel contexte, ce sont les «petits», les «micro-puissances» qui prennent l'avantage. Milosevic dans le cas présent, naguère Saddam Hussein... En l'occurrence, malgré l'annonce continue de sa chute imminente (et bien entendu jusqu'à preuve du contraire), le régime yougoslave – avec ou sans Milosevic – demeure en place.

A Rambouillet, la marge de manœuvre de Madeleine Albright était limitée par «l'ami russe». Quant au poids des Européens, il se réduisait à une soustraction d'influences des divers Etats formant le Groupe de contact. Jusqu'à preuve du contraire, les bénéficiaires de ce jeu ont été les deux parties en conflit, Belgrade et les séparatistes kossovars enfin reconnus de facto. Ils ont réussi à faire éclater le carcan des meneurs de la négociation. Au second plan se profile l'ombre de la Russie qui bénéficiait du cul-de-sac de Rambouillet. De l'autre côté, il y avait les perdants-absents: l'ONU, le «concert international», les membres de l'Union européenne. Rambouillet a montré la fai-

[1] *«Fonctionnaire-analyste» au Saint-Siège.*

blesse globale de l'Occident et «réussi» à mettre d'accord les parties en conflit... contre les meneurs de la négociation.

Les Etats-Unis, les gendarmes du monde?

La chute de l'empire communiste et l'éclipse qui s'en est suivie pour la Russie, la paraplégie des Nations unies, la docilité navrante de l'OTAN, l'inconsistance de l'Union européenne ne permettent pas aux Etats-Unis de dominer le monde et d'être le «guide», parce que la méthode de son secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, s'avère totalement obsolète, primitive et dénuée d'arrière-plans raffinés. La «politique de la canonnière» ne génère pas de solutions à long terme, pas plus que le principe dit du «droit d'ingérence humanitaire».

Pour être la super-puissance mondiale, jouer le rôle de gendarme du monde, de pacificateur, apparaître comme une référence, une garantie de stabilité et de progrès, un moyen de recours dans les relations internationales, les Etats-Unis devraient avoir une autre philosophie et une autre perception de la réalité mondiale. A l'aube du troisième millénaire, les Américains, comme les émigrés rentrés en France à la Restauration, «n'ont rien oublié et ils n'ont rien appris» (Louis XVIII). Leur référence et leur horizon demeurent limités à la vieille doctrine Monroe, quel qu'aient pu être ses recalages successifs. La défense des intérêts immédiats de l'économie américaine ou de l'espace géopolitique nord-américain ne pourra jamais fonder le maintien de la paix et de la justice à l'échelle de la planète. Paradoxalement, sa faiblesse permet à Moscou d'engranger des succès discrets mais réels sur le vieux continent.

Madame Albright ne fait que la politique étrangère voulue par le Président...

L'an 2000 ne va pas marquer le seuil d'un monde mûr, sage, plus équilibré, mais la dramatique faillite du système de la Communauté internationale, mis au point au milieu du XXe siècle. Les Etats-unis peuvent apparaître aujourd'hui comme un facteur perturbateur, multiplicateur de crises localisées. Leur force et leur suprématie ne sont rien d'autre qu'une illusion, un peu comme la lumière des étoiles éteintes que l'on continue de voir, longtemps après leur mort.

L'échec de la politique américaine en Irak et dans le monde arabo-musulman devraient faire prendre conscience que des solutions doivent être recherchées en dehors de l'illusoire «modèle victorieux» des années 1990, engendré seulement par l'implosion de l'empire soviétique.

Et la Suisse dans tout cela?

La Suisse devrait tirer des conclusions de l'actuel marasme, du désordre international pour raviver sa doctrine en matière de sécurité. La Confédération dispose, non seulement d'une doctrine originale et efficace (ne lui a-t-elle pas évité de subir toutes les guerres et tous les régimes catastrophiques du XXe siècle?), mais encore d'un crédit international intact. Elle

peut être l'âme d'une initiative vraiment «internationale», l'inspiratrice d'une refonte, équilibrée et juste, des institutions internationales. Elle peut reproduire au plan des relations internationales ce qu'elle a réussi au plan humanitaire, avec la Croix-Rouge. Seul un système global et dégagé, autant que faire se peut, du poids freinant des grandes puissances pourrait assurer stabilité, justice et paix dans le monde.

Il ne faudrait pas que la Suisse tombe dans le piège aux alouettes d'une Europe unie et consensuelle au modèle aussi théorique qu'inapplicable, à la volonté aussi floue qu'invertébrée. Dans la grande marmite, elle serait diluée et, dans la foulée, le message dont elle est le porteur.

La mort brusque de la Société des Nations, le dépérissement inéluctable des Nations unies ne doivent pas faire abandonner une telle voie. Ce n'est pas parce que les institutions internationales sont grippées qu'il faut renoncer à les réformer ou s'en passer. Ce rôle ne peut plus être tenue par une super-puissance.

Actuellement, la puissance diplomatique et militaire de la Communauté européenne est un leurre; elle n'émergera que par la domination d'un membre ou d'une troïka dirigeante, mais cela pas avant plusieurs décennies. Au début du troisième millénaire, l'Union européenne ne sera qu'un colosse économique, peut-être financier, mais elle demeurera un nain politique, alors que les Etats-Unis ne seront jamais les garants absolus de la sécurité du vieux continent. L'Europe occidentale unie, éventuellement excessivement étendue vers le centre-est du continent, ne pèsera pas grand-chose, non plus, au plan de la sécurité continentale et de la défense des intérêts généraux. L'OTAN prend manifestement le même chemin que l'Union européenne, aux plans stratégique et sécuritaire.

Le système des blocs, dominés par deux super-puissances, a garanti l'équilibre du monde durant un demi-siècle. Les Etats-Unis et leur triomphe apparent sur le théâtre du monde n'offrent pas une telle perspective. Ce qui ne présage rien de bon, c'est que les puissances moyennes sont affaiblies et inquiètes, les pays, petits, pauvres ou appauvris, se trouvent plongés dans la précarité.

La «méthode Albright» et ses effets-boulettes semblent donc illustrer le rôle paradoxal des Etats-Unis sur l'échiquier international. Pour ce qui est de notre continent, on peut estimer que le siècle qui s'ouvre verra le rétablissement de la «Grande Russie » dont personne ne peut encore dire si sa philosophie politique sera amicale ou agressive, collaborationniste ou expansionniste. Si cette nouvelle Russie devait se révéler revanchiste, qu'en serait-il du « Bouclier américain » dont le principe a, somme toute, servi jusqu'ici à maintenir les alliés européens de Washington dans une situation de dépendance? C'est justement là que les Suisses qui doutent de leur doctrine de sécurité devraient se rendre compte qu'elle est moins obsolète qu'ils le croient.

R. B. L.